

France

27/02/2026

L'inflation française rebondie en février, mais reste toujours limitée

Le rebond de l'inflation en février était attendu et les pressions inflationnistes demeurent modérées. Le marché du travail demeure résilient, mais manque cruellement de dynamisme. De légères pertes d'emploi sont encore à prévoir pour la suite.

L'inflation augmente, mais uniquement en raison de l'énergie

Comme attendu, l'inflation française a augmenté en février pour s'établir à 1 % (1,1 % pour l'indice harmonisé), après 0,3 % en janvier (0,4 % en harmonisé). Même si les chiffres sont légèrement supérieurs à ceux anticipés par le consensus, cette hausse était attendue de notre côté, car elle s'explique principalement par des effets de base moins favorables. En février 2025, les tarifs réglementés du gaz avaient en effet diminué de 15 % sur décision du gouvernement. Cette baisse sort désormais du calcul de l'indice des prix, les tarifs réglementés du gaz étant depuis restés stables. Cela contribue mécaniquement à la remontée du taux d'inflation. Par ailleurs, les prix de l'énergie sur les marchés mondiaux ont légèrement rebondi. Au total, l'inflation énergétique ne recule plus que de 3 % en glissement annuel, contre -7,6 % en janvier.

Au-delà de ces effets de base liés à l'énergie, les pressions inflationnistes demeurent modérées. L'inflation des services reste contenue, à 1,8 % en glissement annuel, après 1,7 % en janvier, alors que l'Insee anticipait encore en décembre un taux proche de 2 % pour février. Cette modération des prix des services contribue à limiter la hausse globale de l'inflation. Les prix des produits manufacturés restent en baisse sur un an (-0,3 %), mais le recul est moins marqué qu'en janvier (-1,2 %), notamment en raison d'un calendrier des soldes différent entre les deux années.

Pour les prochains mois, une nouvelle remontée de l'inflation globale est probable, les effets de base sur l'énergie devenant progressivement moins favorables. L'inflation énergétique devrait ainsi repasser en territoire positif. Cela ne signifie toutefois pas un regain marqué des pressions inflationnistes. Au contraire, l'inflation devrait rester globalement modérée en France dans les prochains mois et évoluer dans une fourchette comprise entre 1 % et 1,5 %. La France devrait ainsi demeurer parmi les pays affichant les plus faibles taux d'inflation au sein de la zone euro.

Le marché de l'emploi manque de dynamisme

Par ailleurs, l'Insee a publié aujourd'hui les données de l'emploi pour le quatrième trimestre 2025, qui font état d'une légère baisse de l'emploi salarié (-0,1 % en glissement trimestriel, soit 40 100 emplois détruits), après une stabilité au troisième trimestre. L'emploi salarié recule désormais de 0,2 % sur un an (-45 900 emplois), tout en restant largement supérieur à son niveau d'avant la pandémie (+4,9 %, soit +1,3 million d'emplois). Les données relatives à l'emploi non salarié, généralement plus dynamiques, n'ont pas encore été publiées.

Dans l'ensemble, le marché du travail français demeure donc relativement résilient, avec des pertes d'emplois limitées. Néanmoins, le manque de dynamisme est manifeste, et la possibilité d'un retournement avec des créations nettes d'emplois largement positives reste faible pour les prochains mois. Le climat de l'emploi, mesuré par l'enquête de l'Insee, s'est

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

encore dégradé en février, les chefs d'entreprise affichant une prudence accrue en matière d'embauches. Il est donc probable que la France continue d'enregistrer de légères destructions d'emplois dans les prochains mois, même si nous n'anticipons pas d'effondrement du marché du travail.

Dans l'ensemble, la croissance économique devrait rester positive mais modérée, en l'absence de véritable moteur de dynamisme à court terme. Nous tablons sur une croissance du PIB de 1 % en 2026, après 0,9 % en 2025.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.